

Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme

Conclue à New York le 9 décembre 1999

Approuvée par l'Assemblée fédérale le 12 mars 2003¹

Instrument de ratification déposé par la Suisse le 23 septembre 2003

Entrée en vigueur pour la Suisse le 23 octobre 2003

(État le 7 juin 2024)

Préambule

Les États parties à la présente Convention,

ayant à l'esprit les buts et principes de la Charte des Nations Unies² concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationales et le développement des relations de bon voisinage, d'amitié et de coopération entre les États,

profondément préoccupés par la multiplication, dans le monde entier, des actes de terrorisme sous toutes ses formes et manifestations,

rappelant la Déclaration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, qui figure dans la résolution 50/6 de l'Assemblée générale du 24 octobre 1995,

rappelant également toutes les résolutions de l'Assemblée générale en la matière, notamment la résolution 49/60 du 9 décembre 1994 et son annexe reproduisant la Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international, dans laquelle les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont réaffirmé solennellement qu'ils condamnaient catégoriquement comme criminels et injustifiables tous les actes, méthodes et pratiques terroristes, où qu'ils se produisent et quels qu'en soient les auteurs, notamment ceux qui compromettent les relations amicales entre les États et les peuples et menacent l'intégrité territoriale et la sécurité des États,

notant que dans la Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international, l'Assemblée a également encouragé les États à examiner d'urgence la portée des dispositions juridiques internationales en vigueur qui concernent la prévention, la répression et l'élimination du terrorisme sous toutes ses formes et manifestations, afin de s'assurer qu'il existe un cadre juridique général couvrant tous les aspects de la question,

rappelant la résolution 51/210 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1996, à l'al. f) du par. 3 de laquelle l'Assemblée a invité les États à prendre des mesures pour prévenir et empêcher, par les moyens internes appropriés, le financement de terroristes ou d'organisations terroristes, qu'il s'effectue soit de manière directe, soit indirectement par l'intermédiaire d'organisations qui ont aussi ou prétendent avoir un but caritatif, culturel ou social, ou qui sont également impliquées dans des activités

RO 2004 2535; FF 2002 5014

¹ Art. 1 al. 1 let. a de l'AF du 12 mars 2003 (RO 2004 2519)

² RS 0.120

illégales telles que le trafic illicite d'armes, le trafic de stupéfiants et l'extorsion de fonds, y compris l'exploitation de personnes aux fins de financer des activités terroristes, et en particulier envisager, si besoin est, d'adopter une réglementation pour prévenir et empêcher les mouvements de fonds soupçonnés d'être destinés à des fins terroristes, sans entraver en aucune manière la liberté de circulation des capitaux légitimes, et intensifier les échanges d'informations sur les mouvements internationaux de tels fonds,

rappelant également la résolution 52/165 de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1997, dans laquelle l'Assemblée a invité les États à considérer en particulier la mise en oeuvre de mesures telles que celles qui sont énumérées aux al. a) à f) du par. 3 de sa résolution 51/210 du 17 décembre 1996,

rappelant en outre la résolution 53/108 de l'Assemblée générale, en date du 8 décembre 1998, par laquelle l'Assemblée a décidé que le Comité spécial créé par sa résolution 51/210 du 17 décembre 1996 élaborerait un projet de convention internationale pour la répression du financement du terrorisme afin de compléter les instruments internationaux existants portant sur le terrorisme,

considérant que le financement du terrorisme est un sujet qui préoccupe gravement la communauté internationale tout entière,

notant que le nombre et la gravité des actes de terrorisme international sont fonction des ressources financières que les terroristes peuvent obtenir,

notant également que les instruments juridiques multilatéraux existants ne traitent pas expressément du financement du terrorisme,

convaincus de la nécessité urgente de renforcer la coopération internationale entre les États pour l'élaboration et l'adoption de mesures efficaces destinées à prévenir le financement du terrorisme ainsi qu'à le réprimer en poursuivant et punissant les auteurs,

sont convenus de ce qui suit:

Art. 1

Aux fins de la présente Convention:

1. «Fonds» s'entend des biens de toute nature, corporels ou incorporels, mobiliers ou immobiliers, acquis par quelque moyen que ce soit, et des documents ou instruments juridiques sous quelque forme que ce soit, y compris sous forme électronique ou numérique, qui attestent un droit de propriété ou un intérêt sur ces biens, et notamment les crédits bancaires, les chèques de voyage, les chèques bancaires, les mandats, les actions, les titres, les obligations, les traites et les lettres de crédit, sans que cette énumération soit limitative.

2. «Installation gouvernementale ou publique» s'entend de toute installation ou de tout moyen de transport, de caractère permanent ou temporaire, qui est utilisé ou occupé par des représentants d'un État, des membres du gouvernement, du parlement ou de la magistrature, ou des agents ou personnels d'un État ou de toute autre autorité ou

entité publique, ou par des agents ou personnels d'une organisation intergouvernementale, dans le cadre de leurs fonctions officielles.

3. «Produits» s'entend de tous fonds tirés, directement ou indirectement, de la commission d'une infraction telle que prévue à l'art. 2, ou obtenus, directement ou indirectement, grâce à la commission d'une telle infraction.

Art. 2

1. Commet une infraction au sens de la présente Convention toute personne qui, par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, illicitement et délibérément, fournit ou réunit des fonds dans l'intention de les voir utilisés ou en sachant qu'ils seront utilisés, en tout ou partie, en vue de commettre:

- a) un acte qui constitue une infraction au regard et selon la définition de l'un des traités énumérés en annexe;
 - b) tout autre acte destiné à tuer ou blesser grièvement un civil, ou toute autre personne qui ne participe pas directement aux hostilités dans une situation de conflit armé, lorsque, par sa nature ou son contexte, cet acte vise à intimider une population ou à contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque.
2. a) en déposant son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, un État partie qui n'est pas partie à un traité énuméré dans l'annexe visée à l'al. a) du par. 1 du présent article peut déclarer que, lorsque la présente Convention lui est appliquée, ledit traité est réputé ne pas figurer dans cette annexe. Cette déclaration devient caduque dès l'entrée en vigueur du traité pour l'État partie, qui en notifie le depositaire;
- b) Lorsqu'un État partie cesse d'être partie à un traité énuméré dans l'annexe, il peut faire au sujet dudit traité la déclaration prévue dans le présent article.
3. Pour qu'un acte constitue une infraction au sens du par. 1, il n'est pas nécessaire que les fonds aient été effectivement utilisés pour commettre une infraction visée aux al. a) ou b) du par. 1 du présent article.

4. Commet également une infraction quiconque tente de commettre une infraction au sens du par. 1 du présent article.

5. Commet également une infraction quiconque :

- a) participe en tant que complice à une infraction au sens des par. 1 ou 4 du présent article;
- b) organise la commission d'une infraction au sens des par. 1 ou 4 du présent article ou donne l'ordre à d'autres personnes de la commettre;
- c) contribue à la commission de l'une ou plusieurs des infractions visées aux par. 1 ou 4 du présent article par un groupe de personnes agissant de concert. Ce concours doit être délibéré et doit:
 - i) soit viser à faciliter l'activité criminelle du groupe ou en servir le but, lorsque cette activité ou ce but supposent la commission d'une infraction au sens du par. 1 du présent article;

- ii) soit être apporté en sachant que le groupe a l'intention de commettre une infraction au sens du par. 1 du présent article.

Art. 3

La présente Convention ne s'applique pas lorsque l'infraction est commise à l'intérieur d'un seul État, que l'auteur présumé est un national de cet État et se trouve sur le territoire de cet État, et qu'aucun autre État n'a de raison, en vertu du par. 1 ou du par. 2 de l'art. 7, d'établir sa compétence, étant entendu que les dispositions des art. 12 à 18, selon qu'il convient, s'appliquent en pareil cas.

Art. 4

Chaque État partie prend les mesures qui peuvent être nécessaires pour:

- a) ériger en infractions pénales au regard de son droit interne les infractions visées à l'art. 2;
- b) punir ces infractions de peines appropriées compte tenu de leur gravité.

Art. 5

1. Chaque État partie, conformément aux principes de son droit interne, prend les mesures nécessaires pour que la responsabilité d'une personne morale située sur son territoire ou constituée sous l'empire de sa législation soit engagée lorsqu'une personne responsable de la direction ou du contrôle de cette personne morale a, en cette qualité, commis une infraction visée à l'art. 2. Cette responsabilité peut être pénale, civile ou administrative.

2. Elle est engagée sans préjudice de la responsabilité pénale des personnes physiques qui ont commis les infractions.

3. Chaque État partie veille en particulier à ce que les personnes morales dont la responsabilité est engagée en vertu du par. 1 fassent l'objet de sanctions pénales, civiles ou administratives efficaces, proportionnées et dissuasives. Ces sanctions peuvent être notamment d'ordre pécuniaire.

Art. 6

Chaque État partie adopte les mesures qui peuvent être nécessaires, y compris, s'il y a lieu, d'ordre législatif, pour que les actes criminels relevant de la présente Convention ne puissent en aucune circonstance être justifiés par des considérations de nature politique, philosophique, idéologique, raciale, ethnique, religieuse ou d'autres motifs analogues.

Art. 7

1. Chaque État partie adopte les mesures qui peuvent être nécessaires pour établir sa compétence en ce qui concerne les infractions visées à l'art. 2 lorsque:

- a) l'infraction a été commise sur son territoire;

- b) l'infraction a été commise à bord d'un navire battant son pavillon ou d'un aéronef immatriculé conformément à sa législation au moment des faits, ou
 - c) l'infraction a été commise par l'un de ses nationaux.
2. Chaque État partie peut également établir sa compétence sur de telles infractions lorsque:
- a) l'infraction avait pour but, ou a eu pour résultat, la commission d'une infraction visée à l'art. 2, par. 1, al. a) ou b), sur son territoire ou contre l'un de ses nationaux;
 - b) l'infraction avait pour but, ou a eu pour résultat, la commission d'une infraction visée à l'art. 2, par. 1, al. a) ou b), contre une installation gouvernementale ou publique dudit État située en dehors de son territoire, y compris ses locaux diplomatiques ou consulaires;
 - c) l'infraction avait pour but, ou a eu pour résultat, la commission d'une infraction visée à l'art. 2, par. 1, al. a) ou b), visant à le contraindre à accomplir un acte quelconque ou à s'en abstenir;
 - d) l'infraction a été commise par un apatride ayant sa résidence habituelle sur son territoire;
 - e) l'infraction a été commise à bord d'un aéronef exploité par le Gouvernement dudit État.
3. Lors de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation de la présente Convention ou de l'adhésion à celle-ci, chaque État partie informe le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de la compétence qu'il a établie conformément au par. 2. En cas de modification, l'État partie concerné en informe immédiatement le Secrétaire général.
4. Chaque État partie adopte également les mesures qui peuvent être nécessaires pour établir sa compétence en ce qui concerne les infractions visées à l'art. 2 dans les cas où l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et où il ne l'extrade pas vers l'un quelconque des États parties qui ont établi leur compétence conformément au par. 1 ou au par. 2.
5. Lorsque plus d'un État partie se déclare compétent à l'égard d'une infraction visée à l'art. 2, les États parties intéressés s'efforcent de coordonner leur action comme il convient, en particulier pour ce qui est des conditions d'engagement des poursuites et des modalités d'entraide judiciaire.
6. Sans préjudice des normes du droit international général, la présente Convention n'exclut l'exercice d'aucune compétence pénale établie par un État partie conformément à son droit interne.

Art. 8

1. Chaque État partie adopte, conformément aux principes de son droit interne, les mesures nécessaires à l'identification, à la détection, au gel ou à la saisie de tous fonds utilisés ou destinés à être utilisés pour commettre les infractions visées à l'art. 2, ainsi que du produit de ces infractions, aux fins de confiscation éventuelle.

2. Chaque État partie adopte, conformément aux principes de son droit interne, les mesures nécessaires à la confiscation des fonds utilisés ou destinés à être utilisés pour la commission des infractions visées à l'art. 2, ainsi que du produit de ces infractions.
3. Chaque État partie intéressé peut envisager de conclure des accords prévoyant de partager avec d'autres États parties, systématiquement ou au cas par cas, les fonds provenant des confiscations visées dans le présent article.
4. Chaque État partie envisage de créer des mécanismes en vue de l'affectation des sommes provenant des confiscations visées au présent article à l'indemnisation des victimes d'infractions visées à l'art. 2, par. 1, al. a) ou b), ou de leur famille.
5. Les dispositions du présent article sont appliquées sans préjudice des droits des tiers de bonne foi.

Art. 9

1. Lorsqu'il est informé que l'auteur ou l'auteur présumé d'une infraction visée à l'art. 2 pourrait se trouver sur son territoire, l'État partie concerné prend les mesures qui peuvent être nécessaires conformément à sa législation interne pour enquêter sur les faits portés à sa connaissance.
2. S'il estime que les circonstances le justifient, l'État partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction prend les mesures appropriées en vertu de sa législation interne pour assurer la présence de cette personne aux fins de poursuites ou d'extradition.
3. Toute personne à l'égard de laquelle sont prises les mesures visées au par. 2 du présent article est en droit:
 - a) de communiquer sans retard avec le plus proche représentant qualifié de l'État dont elle a la nationalité ou qui est autrement habilité à protéger ses droits ou, s'il s'agit d'une personne apatride, de l'État sur le territoire duquel elle a sa résidence habituelle;
 - b) de recevoir la visite d'un représentant de cet État;
 - c) d'être informée des droits que lui confèrent les al. a) et b) du présent paragraphe.
4. Les droits énoncés au par. 3 du présent article s'exercent dans le cadre des lois et règlements de l'État sur le territoire duquel se trouve l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction, étant entendu toutefois que ces lois et règlements doivent permettre la pleine réalisation des fins pour lesquelles les droits énoncés au par. 3 du présent article sont accordés.
5. Les dispositions des par. 3 et 4 du présent article sont sans préjudice du droit de tout État partie ayant établi sa compétence conformément à l'al. c) du par. 1 ou à l'al. d) du par. 2 de l'art. 7 d'inviter le Comité international de la Croix-Rouge à communiquer avec l'auteur présumé de l'infraction et à lui rendre visite.
6. Lorsqu'un État partie a placé une personne en détention conformément aux dispositions du présent article, il avise immédiatement de cette détention, ainsi que des circonstances qui la justifient, directement ou par l'intermédiaire du Secrétaire général

de l'Organisation des Nations Unies, les États parties qui ont établi leur compétence conformément aux par. 1 ou 2 de l'art. 7 et, s'il le juge opportun, tous autres États parties intéressés. L'État qui procède à l'enquête visée au par. 1 du présent article en communique rapidement les conclusions auxdits États parties et leur indique s'il entend exercer sa compétence.

Art. 10

1. Dans les cas où les dispositions de l'art. 7 sont applicables, l'État partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction est tenu, s'il ne l'extrade pas, de soumettre l'affaire, sans retard excessif et sans aucune exception, que l'infraction ait été ou non commise sur son territoire, à ses autorités compétentes pour qu'elles engagent des poursuites pénales selon la procédure prévue par sa législation. Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute autre infraction de caractère grave conformément aux lois de cet État.

2. Chaque fois que la législation interne d'un État partie ne l'autorise à extraditer ou à remettre un de ses nationaux qu'à la condition que l'intéressé lui sera rendu pour purger la peine à laquelle il aura été condamné à l'issue du procès ou de la procédure pour lesquels l'extradition ou la remise est demandée, et que cet État et l'État demandant l'extradition acceptent cette formule et les autres conditions qu'ils peuvent juger appropriées, l'extradition ou la remise conditionnelle vaudra exécution par l'État partie requis de l'obligation prévue au paragraphe 1 du présent article.

Art. 11

1. Les infractions prévues à l'art. 2 sont de plein droit considérées comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu entre États parties avant l'entrée en vigueur de la présente Convention. Les États parties s'engagent à considérer ces infractions comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition qu'ils pourront conclure entre eux par la suite.

2. Un État partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité a la faculté, lorsqu'il reçoit une demande d'extradition d'un autre État partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, de considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne les infractions prévues à l'art. 2. L'extradition est assujettie aux autres conditions prévues par la législation de l'État requis.

3. Les États parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent les infractions prévues à l'art. 2 comme cas d'extradition entre eux, sans préjudice des conditions prévues par la législation de l'État requis.

4. Si nécessaire, les infractions prévues à l'art. 2 sont réputées, aux fins d'extradition entre États parties, avoir été commises tant au lieu de leur perpétration que sur le territoire des États ayant établi leur compétence conformément aux par. 1 et 2 de l'art. 7.

5. Les dispositions relatives aux infractions visées à l'art. 2 de tous les traités ou accords d'extradition conclus entre États parties sont réputées être modifiées entre États parties dans la mesure où elles sont incompatibles avec la présente Convention.

Art. 12

1. Les États parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible pour toute enquête ou procédure pénale ou procédure d'extradition relative aux infractions visées à l'art. 2, y compris pour l'obtention des éléments de preuve en leur possession qui sont nécessaires aux fins de la procédure.
2. Les États parties ne peuvent invoquer le secret bancaire pour refuser de faire droit à une demande d'entraide judiciaire.
3. La partie requérante ne communique ni n'utilise les informations ou les éléments de preuve fournis par la partie requise pour des enquêtes, des poursuites pénales ou des procédures judiciaires autres que celles visées dans la demande sans le consentement préalable de la partie requise.
4. Chaque État partie peut envisager d'établir des mécanismes afin de partager avec d'autres États parties les informations ou les éléments de preuve nécessaires pour établir les responsabilités pénales, civiles ou administratives, comme prévu à l'art. 5.
5. Les États parties s'acquittent des obligations qui leur incombent en vertu des par. 1 et 2 en conformité avec tout traité ou autre accord d'entraide judiciaire ou d'échange d'informations qui peut exister entre eux. En l'absence d'un tel traité ou accord, les États parties s'accordent cette entraide en conformité avec leur législation interne.

Art. 13

Aucune des infractions visées à l'art. 2 ne peut être considérée, aux fins d'extradition ou d'entraide judiciaire, comme une infraction fiscale. En conséquence, les États parties ne peuvent invoquer uniquement le caractère fiscal de l'infraction pour refuser une demande d'entraide judiciaire ou d'extradition.

Art. 14

Pour les besoins de l'extradition ou de l'entraide judiciaire entre États parties, aucune des infractions visées à l'art. 2 n'est considérée comme une infraction politique, comme une infraction connexe à une infraction politique ou comme une infraction inspirée par des mobiles politiques. En conséquence, une demande d'extradition ou d'entraide judiciaire fondée sur une telle infraction ne peut être rejetée pour la seule raison qu'elle concerne une infraction politique, une infraction connexe à une infraction politique, ou une infraction inspirée par des mobiles politiques.

Art. 15

Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme énonçant une obligation d'extradition ou d'entraide judiciaire si l'État partie requis a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition pour les infractions visées à l'art. 2 ou la demande d'entraide concernant de telles infractions a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne pour des raisons tenant à sa race, sa religion, sa nationalité, son origine ethnique ou ses opinions politiques, ou que faire droit à la demande porterait préjudice à la situation de cette personne pour l'une quelconque de ces raisons.

Art. 16

1. Toute personne détenue ou purgeant une peine sur le territoire d'un État partie dont la présence est requise dans un autre État partie à des fins d'identification ou de témoignage ou pour qu'elle apporte son concours à l'établissement des faits dans le cadre d'une enquête ou de poursuites relatives aux infractions visées à l'art. 2 peut faire l'objet d'un transfert si les conditions ci-après sont réunies:

- a) ladite personne y consent librement et en toute connaissance de cause;
- b) les autorités compétentes des deux États concernés y consentent, sous réserve des conditions qu'elles peuvent juger appropriées.

2. Aux fins du présent article:

- a) l'État vers lequel le transfert est effectué a le pouvoir et l'obligation de garder l'intéressé en détention, sauf demande ou autorisation contraire de la part de l'État à partir duquel la personne a été transférée;
- b) l'État vers lequel le transfert est effectué s'acquitte sans retard de l'obligation de remettre l'intéressé à la garde de l'État à partir duquel le transfert a été effectué, conformément à ce qui aura été convenu au préalable ou à ce que les autorités compétentes des deux États auront autrement décidé;
- c) l'État vers lequel le transfert est effectué ne peut exiger de l'État à partir duquel le transfert est effectué qu'il engage une procédure d'extradition pour que l'intéressé lui soit remis;
- d) il est tenu compte de la période que l'intéressé a passée en détention dans l'État vers lequel il a été transféré aux fins du décompte de la peine à purger dans l'État à partir duquel il a été transféré.

3. À moins que l'État partie à partir duquel une personne doit être transférée en vertu du présent article ne donne son accord, ladite personne, quelle que soit sa nationalité, ne peut pas être poursuivie ou détenue ou soumise à d'autres restrictions à sa liberté de mouvement sur le territoire de l'État vers lequel elle est transférée à raison d'actes ou de condamnations antérieurs à son départ du territoire de l'État à partir duquel elle a été transférée.

Art. 17

Toute personne placée en détention ou contre laquelle toute autre mesure est prise ou procédure engagée en vertu de la présente Convention se voit garantir un traitement équitable et, en particulier, jouit de tous les droits et bénéficie de toutes les garanties prévus par la législation de l'État sur le territoire duquel elle se trouve et les dispositions applicables du droit international, y compris celles qui ont trait aux droits de l'homme.

Art. 18

1. Les États parties coopèrent pour prévenir les infractions visées à l'art. 2 en prenant toutes les mesures possibles, notamment en adaptant si nécessaire leur législation interne, afin d'empêcher et de contrecarrer la préparation sur leurs territoires respectifs

d'infractions devant être commises à l'intérieur ou à l'extérieur de ceux-ci, notamment:

- a) des mesures interdisant sur leur territoire les activités illégales de personnes et d'organisations qui, en connaissance de cause, encouragent, fomentent, organisent ou commettent des infractions visées à l'art. 2;
- b) des mesures faisant obligation aux institutions financières et aux autres professions intervenant dans les opérations financières d'utiliser les moyens disponibles les plus efficaces pour identifier leurs clients habituels ou occasionnels, ainsi que les clients dans l'intérêt desquels un compte est ouvert, d'accorder une attention particulière aux opérations inhabituelles ou suspectes et de signaler les opérations présumées découler d'activités criminelles. À cette fin, les États parties doivent envisager:
 - i) d'adopter des réglementations interdisant l'ouverture de comptes dont le titulaire ou le bénéficiaire n'est pas identifié ni identifiable et des mesures garantissant que ces institutions vérifient l'identité des véritables détenteurs de ces opérations;
 - ii) s'agissant de l'identification des personnes morales, d'exiger que les institutions financières prennent, si nécessaire, des mesures pour vérifier l'existence et la structure juridiques du client en obtenant d'un registre public ou du client, ou des deux, une preuve de la constitution en société comprenant notamment des renseignements concernant le nom du client, sa forme juridique, son adresse, ses dirigeants et les dispositions régissant le pouvoir d'engager la personne morale;
 - iii) d'adopter des réglementations qui imposent aux institutions financières l'obligation de signaler promptement aux autorités compétentes toutes les opérations complexes, inhabituelles, importantes, et tous les types inhabituels d'opérations, lorsqu'elles n'ont pas de cause économique ou licite apparente, sans crainte de voir leur responsabilité pénale ou civile engagées pour violation des règles de confidentialité, si elles rapportent de bonne foi leurs soupçons;
 - iv) d'exiger des institutions financières qu'elles conservent, pendant au moins cinq ans, toutes les pièces nécessaires se rapportant aux opérations tant internes qu'internationales.

2. Les États parties coopèrent également à la prévention des infractions visées à l'art. 2 en envisageant:

- a) des mesures pour la supervision de tous les organismes de transfert monétaire, y compris, par exemple, l'agrément de ces organismes;
- b) des mesures réalistes qui permettent de détecter ou de surveiller le transport physique transfrontière d'espèces et d'effets au porteur négociables, sous réserve qu'elles soient assujetties à des garanties strictes visant à assurer que l'information est utilisée à bon escient et qu'elles n'entravent en aucune façon la libre circulation des capitaux.

3. Les États parties coopèrent en outre à la prévention des infractions visées à l'art. 2 en échangeant des renseignements exacts et vérifiés conformément à leur législation

interne et en coordonnant les mesures administratives et autres mesures prises, le cas échéant, afin de prévenir la commission des infractions visées à l'art. 2, et notamment en:

- a) établissant et maintenant des canaux de communication entre leurs organismes et services compétents afin de faciliter l'échange sûr et rapide d'informations sur tous les aspects des infractions visées à l'art. 2;
- b) coopérant entre eux pour mener des enquêtes relatives aux infractions visées à l'art. 2 portant sur:
 - i) l'identité, les coordonnées et les activités des personnes dont il est raisonnable de soupçonner qu'elles ont participé à la commission de telles infractions;
 - ii) les mouvements de fonds en rapport avec la commission de ces infractions.

4. Les États parties peuvent échanger des informations par l'intermédiaire de l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol).

Art. 19

L'État partie dans lequel une action pénale a été engagée contre l'auteur présumé de l'infraction en communique, dans les conditions prévues par sa législation interne ou par les procédures applicables, le résultat définitif au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en informe les autres États parties.

Art. 20

Les États parties s'acquittent des obligations découlant de la présente Convention dans le respect des principes de l'égalité souveraine et de l'intégrité territoriale des États, ainsi que de celui de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États.

Art. 21

Aucune disposition de la présente Convention n'a d'incidence sur les autres droits, obligations et responsabilités des États et des individus en vertu du droit international, en particulier les buts de la Charte des Nations Unies, le droit international humanitaire et les autres conventions pertinentes.

Art. 22

Aucune disposition de la présente Convention n'habilite un État partie à exercer sur le territoire d'un autre État partie une compétence ou des fonctions qui sont exclusivement réservées aux autorités de cet autre État partie par son droit interne.

Art. 23

1. L'annexe peut être modifiée par l'ajout de traités pertinents réunissant les conditions suivantes:

- a) être ouverts à la participation de tous les États;
- b) être entrés en vigueur;
- c) avoir fait l'objet de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion d'au moins 22 États parties à la présente Convention.

2. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, tout État partie peut proposer un tel amendement. Toute proposition d'amendement est communiquée par écrit au dépositaire, qui avise tous les États parties des propositions qui réunissent les conditions énoncées au par. 1 et sollicite leur avis au sujet de l'adoption de l'amendement proposé.

3. L'amendement proposé est réputé adopté à moins qu'un tiers des États parties ne s'y oppose par écrit dans les 180 jours suivant sa communication.

4. Une fois adopté, l'amendement entre en vigueur, pour tous les États parties ayant déposé un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, 30 jours après le dépôt du vingt-deuxième de ces instruments. Pour chacun des États parties qui ratifient, acceptent ou approuvent l'amendement après le dépôt du vingt-deuxième instrument, l'amendement entre en vigueur le trentième jour suivant le dépôt par ledit État partie de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Art. 24

1. Tout différend entre des États parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui ne peut pas être réglé par voie de négociation dans un délai raisonnable est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'un de ces États. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2. Tout État peut, au moment où il signe, ratifie, accepte ou approuve la présente Convention ou y adhère, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du par. 1 du présent article. Les autres États parties ne sont pas liés par lesdites dispositions envers tout État partie qui a formulé une telle réserve.

3. Tout État qui a formulé une réserve conformément aux dispositions du par. 2 du présent article peut la retirer à tout moment en adressant une notification à cet effet au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Art. 25

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États du 10 janvier 2000 au 31 décembre 2001, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York.

2. La présente Convention est soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout État. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Art. 26

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date de dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingt-deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Pour chacun des États qui ratifieront, accepteront ou approuveront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet État de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Art. 27

1. Tout État partie peut dénoncer la présente Convention en adressant une notification écrite à cet effet au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle la notification aura été reçue par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Art. 28

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les États.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention, qui a été ouverte à la signature au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 10 janvier 2000.

(Suivent les signatures)

Annexe

1. Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs³ (La Haye, 16 décembre 1970).
2. Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile⁴ (Montréal, 23 septembre 1971).
3. Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques⁵, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1973.
4. Convention internationale contre la prise d'otages⁶, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 17 décembre 1979.
5. Convention internationale sur la protection physique des matières nucléaires⁷ (Vienne, 3 mars 1980).
6. Protocole pour la répression d'actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale⁸, complémentaire à la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile (Montréal, 24 février 1988).
7. Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime⁹ (Rome, 10 mars 1988).
8. Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental¹⁰ (Rome, 10 mars 1988).
9. Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif,¹¹ adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 décembre 1997.

³ RS 0.748.710.2

⁴ RS 0.748.710.3

⁵ RS 0.351.5

⁶ RS 0.351.4

⁷ RS 0.732.031

⁸ RS 0.748.710.31

⁹ RS 0.747.71

¹⁰ RS 0.747.711

¹¹ RS 0.353.21

Champ d'application le 7 juin 2024¹²

Etats parties	Ratification		Entrée en vigueur	
	Adhésion (A)	Succession (S)		
Afghanistan	24 septembre	2003 A	24 octobre	2003
Afrique du Sud	1 ^{er} mai	2003	31 mai	2003
Albanie	10 avril	2002	10 mai	2002
Algérie*	8 novembre	2001	10 avril	2002
Allemagne**	17 juin	2004	17 juillet	2004
Andorre*	22 octobre	2008	21 novembre	2008
Angola	9 juin	2011 A	9 juillet	2011
Antigua-et-Barbuda	11 mars	2002 A	10 avril	2002
Arabie Saoudite*	23 août	2007	22 septembre	2007
Argentine*	22 août	2005	21 septembre	2005
Arménie	16 mars	2004	15 avril	2004
Australie**	26 septembre	2002	26 octobre	2002
Autriche**	15 avril	2002	15 mai	2002
Azerbaïdjan	26 octobre	2001	10 avril	2002
Bahamas*	1 ^{er} novembre	2005	1 ^{er} décembre	2005
Bahreïn*	21 septembre	2004	21 octobre	2004
Bangladesh*	26 août	2005 A	25 septembre	2005
Barbade	18 septembre	2002	18 octobre	2002
Bélarus*	6 octobre	2004	5 novembre	2004
Belgique* **	17 mai	2004	16 juin	2004
Belize	1 ^{er} décembre	2003	31 décembre	2003
Bénin	30 août	2004	29 septembre	2004
Bhoutan	22 mars	2004	21 avril	2004
Bolivie	7 janvier	2002	10 avril	2002
Bosnie et Herzégovine	10 juin	2003	10 juillet	2003
Botswana	8 septembre	2000	10 avril	2002
Brazil*	16 septembre	2005	16 octobre	2005
Brunéi	4 décembre	2002 A	3 janvier	2003
Bulgarie	15 avril	2002	15 mai	2002
Burkina Faso	1 ^{er} octobre	2003 A	31 octobre	2003
Cambodge	12 décembre	2005	11 janvier	2006
Cameroun	6 février	2006 A	8 mars	2006
Canada**	19 février	2002	10 avril	2002
Cap-Vert	10 mai	2002	9 juin	2002
Chili*	10 novembre	2001	10 avril	2002
Chine*	19 avril	2006	19 mai	2006
Hong Kong*	19 avril	2006	19 mai	2006
Macao*	19 avril	2006	19 mai	2006

¹² RO 2004 2535; 2005 2333; 2006 783, 3263; 2007 1391; 2008 2169; 2009 5665; 2011 4611; 2013 1323; 2014 1017; 2016 3093; 2020 1797, 3811; 2024 264.

Une version du champ d'application mise à jour est publiée sur la plateforme de publication du droit fédéral «Fedlex» à l'adresse suivante: www.fedlex.admin.ch/fr/treaty

États parties	Ratification		Entrée en vigueur	
	Adhésion (A)	Succession (S)		
Chypre*	30 novembre	2001	10 avril	2002
Colombie*	14 septembre	2004	14 octobre	2004
Comores	25 septembre	2003	25 octobre	2003
Congo (Brazzaville)	20 avril	2007	20 mai	2007
Congo (Kinshasa)	28 octobre	2005	27 novembre	2005
Corée (Nord)*	25 juillet	2013	24 août	2013
Corée (Sud)	17 février	2004	18 mars	2004
Costa Rica	24 janvier	2003	23 février	2003
Côte d'Ivoire	13 mars	2002 A	12 avril	2002
Croatie* **	1 ^{er} décembre	2003	31 décembre	2003
Cuba*	15 novembre	2001	10 avril	2002
Danemark* ** a	27 août	2002	26 septembre	2002
Djibouti	13 mars	2006	12 avril	2006
Dominique	24 septembre	2004 A	24 octobre	2004
Égypte*	1 ^{er} mars	2005	31 mars	2005
El Salvador*	15 mai	2003 A	14 juin	2003
Émirats arabes unis*	23 septembre	2005 A	23 octobre	2005
Équateur*	9 décembre	2003	8 janvier	2004
Espagne* **	9 avril	2002	9 mai	2002
Estonie **	22 mai	2002	21 juin	2002
Eswatini	4 avril	2003 A	4 mai	2003
États-Unis* **	26 juin	2002	26 juillet	2002
Éthiopie*	20 mars	2012 A	19 avril	2012
Fidji	15 mai	2008 A	14 juin	2008
Finlande**	28 juin	2002	28 juillet	2002
France* **	7 janvier	2002	10 avril	2002
Gabon	10 mars	2005	9 avril	2005
Gambie	8 juillet	2015 A	7 août	2015
Géorgie*	27 septembre	2002	27 octobre	2002
Ghana	6 septembre	2002	6 octobre	2002
Grèce**	16 avril	2004	16 mai	2004
Grenade	13 décembre	2001 A	10 avril	2002
Guatemala*	12 février	2002	10 avril	2002
Guinée	14 juillet	2003	13 août	2003
Guinée-Bissau	19 septembre	2008	19 octobre	2008
Guinée équatoriale	7 février	2003 A	9 mars	2003
Guyana	12 septembre	2007 A	12 octobre	2007
Haïti	13 janvier	2010 A	12 février	2010
Honduras	25 mars	2003	24 avril	2003
Hongrie* **	14 octobre	2002	13 novembre	2002
Îles Cook*	4 mars	2004	3 avril	2004
Îles Marshall	27 janvier	2003 A	26 février	2003
Îles Salomon	24 septembre	2009 A	24 octobre	2009
Inde	22 avril	2003	22 mai	2003

Etats parties	Ratification Adhésion (A) Succession (S)		Entrée en vigueur	
Indonésie*	29 juin	2006	29 juillet	2006
Iraq	16 novembre	2012 A	16 décembre	2012
Irlande**	30 juin	2005	30 juillet	2005
Islande*	15 avril	2002	15 mai	2002
Israël*	10 février	2003	12 mars	2003
Italie**	27 mars	2003	26 avril	2003
Jamaïque	16 septembre	2005	16 octobre	2005
Japon* **	11 juin	2002	11 juillet	2002
Jordanie*	28 août	2003	27 septembre	2003
Kazakhstan*	24 février	2003 A	26 mars	2003
Kenya	27 juin	2003	27 juillet	2003
Kirghizistan	2 octobre	2003 A	1 ^{er} novembre	2003
Kiribati	15 septembre	2005	15 octobre	2005
Koweït*	11 juillet	2013 A	10 août	2013
Laos	29 septembre	2008 A	29 octobre	2008
Lesotho	12 novembre	2001	10 avril	2002
Lettonie* **	14 novembre	2002	14 décembre	2002
Liban*	29 août	2019 A	28 septembre	2019
Libéria	5 mars	2003 A	4 avril	2003
Libye	9 juillet	2002	8 août	2002
Liechtenstein	9 juillet	2003	8 août	2003
Lituanie* **	20 février	2003 A	22 mars	2003
Luxembourg*	5 novembre	2003	5 décembre	2003
Macédoine du Nord*	30 août	2004	29 septembre	2004
Madagascar	24 septembre	2003	24 octobre	2003
Malaisie*	29 mai	2007 A	28 juin	2007
Malawi	11 août	2003 A	10 septembre	2003
Maldives	20 avril	2004 A	20 mai	2004
Mali	28 mars	2002	27 avril	2002
Malte	11 novembre	2001	10 avril	2002
Maroc	19 septembre	2002	19 octobre	2002
Maurice*	14 décembre	2004	13 janvier	2005
Mauritanie	30 avril	2003 A	30 mai	2003
Mexique	20 janvier	2003	19 février	2003
Micronésie	23 septembre	2002	23 octobre	2002
Moldova*	10 octobre	2002	9 novembre	2002
Monaco*	10 novembre	2001	10 avril	2002
Mongolie	25 février	2004	26 mars	2004
Monténégro	23 octobre	2006 S	3 juin	2006
Mozambique*	14 janvier	2003	13 février	2003
Myanmar*	16 août	2006	15 septembre	2006
Namibie*	18 octobre	2012	17 novembre	2012
Nauru	24 mai	2005	23 juin	2005
Népal*	23 décembre	2011 A	22 janvier	2012

Etats parties	Ratification Adhésion (A) Succession (S)		Entrée en vigueur	
Nicaragua*	14 novembre	2002	14 décembre	2002
Niger	30 septembre	2004 A	30 octobre	2004
Nigéria	16 juin	2003	16 juillet	2003
Nioué	22 juin	2009 A	22 juillet	2009
Norvège* **	15 juillet	2002	14 août	2002
Nouvelle-Zélande* b	4 novembre	2002	4 décembre	2002
Oman*	10 novembre	2011 A	10 décembre	2011
Ouganda	5 novembre	2003	5 décembre	2003
Ouzbékistan	9 juillet	2001	10 avril	2002
Pakistan*	17 juin	2009 A	17 juillet	2009
Palaos	14 novembre	2001 A	10 avril	2002
Panama	3 juillet	2002	2 août	2002
Papouasie-Nouvelle-Guinée	30 septembre	2003 A	30 octobre	2003
Paraguay	30 novembre	2004	30 décembre	2004
Pays-Bas* **	07 février	2002	10 avril	2002
Aruba*	23 mars	2005	23 mars	2005
Curaçao*	22 mars	2010	22 mars	2010
Partie caraïbe (Bonaire, Sint Eustatius et Saba)*	22 mars	2010	22 mars	2010
Sint Maarten*	22 mars	2010	22 mars	2010
Pérou	10 novembre	2001	10 avril	2002
Philippines*	7 janvier	2004	6 février	2004
Pologne**	26 septembre	2003	26 octobre	2003
Portugal**	18 octobre	2002	17 novembre	2002
Qatar*	27 juin	2008 A	27 juillet	2008
République centrafricaine	19 février	2008	20 mars	2008
République dominicaine	4 septembre	2008	4 octobre	2008
République tchèque**	27 décembre	2005	26 janvier	2006
Roumanie* **	9 janvier	2003	8 février	2003
Royaume-Uni**	7 mars	2001	10 avril	2002
Anguilla	20 avril	2015	20 avril	2015
Bermudes	3 octobre	2014	3 octobre	2014
Gibraltar	23 mars	2020	23 mars	2020
Guernesey	25 septembre	2008	25 septembre	2008
Îles Cayman	12 août	2021	12 août	2021
Île de Man	25 septembre	2008	25 septembre	2008
Îles Vierges britanniques	17 mai	2012	16 juin	2012
Jersey	25 septembre	2008	25 septembre	2008
Russie*	27 novembre	2002	27 décembre	2002
Rwanda	13 mai	2002	12 juin	2002
Saint-Kitts-et-Nevis	16 novembre	2001	10 avril	2002
Saint-Marin	12 mars	2002	11 avril	2002
Saint-Siège*	25 janvier	2012 A	24 février	2012
Saint-Vincent-et-les Grenadines*	28 mars	2002	27 avril	2002

Etats parties	Ratification Adhésion (A) Succession (S)	Entrée en vigueur
Sainte-Lucie*	18 novembre 2011 A	18 décembre 2011
Samoa	27 septembre 2002	27 octobre 2002
Sao Tomé-et-Principe	12 avril 2006 A	12 mai 2006
Sénégal	24 septembre 2004 A	24 octobre 2004
Serbie	10 octobre 2002	9 novembre 2002
Seychelles	30 mars 2004	29 avril 2004
Sierra Leone	26 septembre 2003	26 octobre 2003
Singapour*	30 décembre 2002	29 janvier 2003
Slovaquie* **	13 septembre 2002	13 octobre 2002
Slovénie**	23 septembre 2004	23 octobre 2004
Soudan	5 mai 2003	4 juin 2003
Soudan du Sud	20 octobre 2003 A	19 novembre 2003
Sri Lanka	8 septembre 2000	10 avril 2002
Suède**	6 juin 2002	6 juillet 2002
Suisse**	23 septembre 2003	23 octobre 2003
Suriname*	19 juillet 2013 A	18 août 2013
Syrie*	24 avril 2005 A	24 mai 2005
Tadjikistan	16 juillet 2004	15 août 2004
Tanzanie	22 janvier 2003 A	21 février 2003
Thaïlande*	29 septembre 2004	29 octobre 2004
Timor-Leste	27 mai 2014 A	26 juin 2014
Togo	10 mars 2003	9 avril 2003
Tonga	9 décembre 2002 A	8 janvier 2003
Trinité-et-Tobago*	23 septembre 2009 A	23 octobre 2009
Tunisie*	10 juin 2003	10 juillet 2003
Turkménistan	7 janvier 2005 A	6 février 2005
Turquie*	28 juin 2002	28 juillet 2002
Ukraine*	6 décembre 2002	5 janvier 2003
Uruguay	8 janvier 2004	7 février 2004
Vanuatu	31 octobre 2005 A	30 novembre 2005
Venezuela*	23 septembre 2003	23 octobre 2003
Vietnam*	25 septembre 2002 A	25 octobre 2002
Yémen*	3 mars 2010 A	2 avril 2010
Zambie	7 avril 2017 A	7 mai 2017
Zimbabwe*	30 janvier 2013 A	1 ^{er} mars 2013

* Réserves et déclarations.

** Objections.

Les réserves, déclarations et objections ne sont pas publiées au RO. Les textes en français et en anglais peuvent être consultés à l'adresse du site Internet des Nations Unies: <http://treaties.un.org>, ou obtenus auprès de la Direction du droit international public (DDIP), Section des traités internationaux, 3003 Berne.

^a La convention ne s'applique pas aux îles Féroé et au Groenland.

^b La convention ne s'applique pas aux Tokélaou.

